**Titre ? L’affaire Stavisky (1934).**

Dans l’Ami du Peuple, journal d’extrême droite, le dessinateur Chancel écrit avant le vote de 1936 : « électeurs souvenez-vous. En 1924, le Cartel avait promis la prospérité et ce fut la livre à 240 francs et la panique. En 1932, le Cartel avait promis l’ordre et l’honnêteté et ce fut l’affaire Stravisky ».

D’une affaire financière à l’échelle de la ville de Bayonne, l’Affaire Stravisky devient bientôt une affaire politique nationale, en grande partie responsable de la Manifestation du 6 février et d’une montée de l’antiparlementarisme **Définir ce qu’est une « affaire » = pas un simple scandale ou escroquerie MAIS un cas judiciaro-politique fortement médiatisé et fragilisant les institutions.**. Les faits de l’Affaire sont les suivants : Stavisky est un homme d’affaire et escroc juif d’origine russe qui a immigré en France en 1910. Le 23 décembre 1933, sur ordre du sous-préfet Joseph, Gustave Tissier, le directeur du Crédit municipal de Bayonne, est arrêté pour fraude et mise en circulation de faux bons au porteur pour un montant de 261 millions de francs. L'enquête met rapidement en évidence que Tissier n'est que l'exécutant du fondateur du Crédit communal, Serge Alexandre Stavisky, qui a organisé cette fraude (lui permettant de détourner plus de 200 millions de francs) par le système de Ponzi, sous la surveillance complice du député-maire de Bayonne, Dominique-Joseph Garat.

Au moment où cette affaire éclate **[insister sur la forte et inédite médiatisation]**, de nombreuses zones d’ombre vont être exploités comme des failles pour déstabiliser le pouvoir en place et de manière général le régime : Stavisky avait été poursuivi pour fraude à plusieurs reprises au cours des années précédentes et relaxé 19 fois et l’existence du Crédit communal de Bayonne a dépendu de la négligence du ministère des Finances, qui a validé sans vraiment analyser la situation, la mise en place de ce crédit. D’autre part, la bienveillance du personnel judiciaire et politique envers Stavisky avant l’affaire, en dépit de l’évidence de son escroquerie a bien souvent était interprété comme une collusion entre la Gauche voire la République et l’escroquerie et donne le sentiment d’un régime politique et d’un gouvernement complètement corrompu. Certes, Stavisky a effectivement eue des accointances avec certains membres du Parti Radical (qui composé le gros du gouvernement en 1933) comme Bonnaure ou Garat. La presse de l’époque, notamment de droite et d’extrême droite va énormément commenter l’affaire à des fins politiques et va même en faire un fait de société. D’autant que Stavisky va se suicider avant de se faire arrêter, ce qui ne va pas aider à faire calmer les tensions et les fantasmes. En effet, peu de personnes accordent du crédit à la thèse officielle du suicide. On croit Stavisky assassiné.

**Contexte-clé : nécessaire pour comprendre ; contexte de fort antiparlementarisme remettant en cause les fondements de la 3e République, le tout radicalisé par le contexte internationale d’émergence des Etats totalitaires.**Certains contemporains de l 'affaire pense qu’il s’agit du dernier clou du cercueil d’une IIIè République à bout de souffle puisque cette affaire va opérer une convergence d’une part importante des tensions en France en ce début d’annèes 30. Nous allons donc voir en quoi l’Affaire Stavisky cristallise les tensions politiques françaises des années 30. Après avoir vu les tensions que l’affaire alimente, nous verrons quels vont être les conséquences des manifestations provoqué par l’Affaire avant de parler de l’utilisation de l’affaire durant la seconde guerre mondiale.

Dans un premier temps, voyons quel**s** éléments de tensions vont surgir grâce à l’affaire Stravisky

L’affaire surgit dans une atmosphère irrespirable. L’opinion lassée par la crise de l’état **Etat** (changements de gouvernement récurrents depuis que la Gauche a gagné les élections de 1932), harcelée par les difficultés quotidiennes de la crise de 29 a les nerfs à vif. Pour la droite et l’extrême droite avide d’abattre le « parlementarisme », l’occasion est trop belle de chasser la gauche du pouvoir ; il ne faut pas la laisser filer. Elle se saisit du scandale comme d’une proie, bien décidée à jouer la rue contre le gouvernement. « L’année puante fini comme elle devait finir : par le banquet de la puanteur écrit Henri Béraud dans Gringoire le 12 janvier 1934. Mais voici Stavisky. A la bonne heure ! ». Cet antiparlementarisme s’enracine dans l’Affaire Stravisky par la dénonciation réelle ou fantasmée de députée et élus de la nation accusés de complaisance voire de complicité avec l’escroquerie de Stravisky. Camille Chautemps, qui prend la tête du gouvernement en novembre 1933, est fortement soupçonné d'avoir été le protecteur occulte de l'escroc, ce qui signifie avoir été le principal bénéficiaire des multiples escroqueries commises par Stavisky d’autant que son beau-frère fut le juge à plusieurs reprises des affaires de Stravisky en lui accordant à chaque fois de la clémence. De manière plus globale, c’est tout le Parti Radical, alors au pouvoir qui est accusé d’avoir bénéficier des escroqueries de Stravisky, au point que la presse d’extrême droite accuse le Parti Radical d’être financé par Stravisky. Il faut dire que plusieurs noms sont associés à l’escroc : Bonnaure et Garat sont tout deux du Parti Radical et même au gouvernement Dalamier, ministre des Colonies est accusé d’avoir aidé Stravisky à s’en tirer, ce qui du reste n’est pas tout à fait improbable. Cette collusion réelle ou fictive de Stravisky avec le Parti Radical (qui est le Parti emblématique de la 3ème République, ayant toujours défendu la République face au assaut de l’extrême droite et l’extrême gauche) précipite la démission de Camille Chautemps. L’antiparlementarisme est alimenté par l’accusation d’incompétence des parlementaires par la presse qui ont trop longtemps laissé prospérer Stravisky.

Une autre dynamique expliquant la mise en épingle de l’Affaire Stravisky en affaire d’état, c’est le relents antisémite et xénophobe de la presse et de l’opinion publique **IMPORTANT** . Ce n’est pourtant qu’un scandale de plus après Hanau, l’Aéropostale, Oustric, ni pire ni meilleur que les précédents. Sans commune mesure en tout cas avec le scandale du Panama qui a eut une répercussion similaire dans la société française. Dans l’Affaire Stavisky, les sommes en jeu sont plutôt dérisoires, les personnes lésés sont relativement peu nombreuses, et les hommes politiques compromis sont des députés de seconde zone (maire de Bayonne, ministre des colonies) ou élus se comptant sur les doigts d’une main. Comme le note l’historien Christian Delporte : « Serge Alexandre Stravisky est un juif ukrainien n'e en 1886 près de Kiev. Arrivé en France avec sa famille à l’âge de douze ans, il obtient sa naturalisation en 1910. Voici déjà un maillon faible. Pour une extrême droite xénophobe et antisémite, dont l’un des principaux mots d’ordre est « la France aux français » (devise de la Solidarité français), pour une extrême droite qui entend réviser le processus d’accès à la nationalité, Stavisky est le « métèque juif », comme l’écrira à l’envi l’action française lorsque le scandale dominera l’actualité. » **Pour quelles raisons la famille Stavisky immigre-t-elle en France ? Un « juif ukrainien » ? Un « futur » apatride ?**

La presse de droite et une partie de l’opinion publique utilise l’affaire Stravisky pour, par ricochets critiquer la gauche. Frustré de la victoire de ce qu’il appelle « le Cartel » en 1932, certains partis, groupuscules de droite espèrent que l’Affaire Stravisky rendra, aux yeux de l’opinion publique, le pouvoir de la gauche illégitime par la rue, alors qu’il est légitime par les urnes. Le 11 janvier 1934, le lendemain du refus du parlement à majorité radicale d’ouvrir une enquête plus approfondie sur l’affaire Stravisky, Charles Maurras écrit dans l’action française au sujet de ce qu’il nomme être « la mafia parlementaire » et la « bande de voleur et d’assassins » : « Nous sommes prêts à nous battre. Non avec des mots et des plumes. Non avec des cannes et des bâtons. Je dis : avec des balles qui connaissent leur buts et ne les manqueront pas. ». L’Affaire Stravisky est véritablement perçue comme l’illustration de la faillite morale de la gauche. Pourtant, certains hommes de droite ont eux aussi profité des petites affaires de Stravisky comme le préfet Jean Chiappe mais cela ne rencontre pas un écho dans les médias. Au contraire, la mutation de Jean Chiappe comme ambassadeur du Maroc, refusé par ce dernier va être une nouvelle arme utilisée par la droite pour faire monter la tension. En fait, de manière plus globale, l’Affaire Stravisky s’appuie sur des ressorts complotistes qui conjuguent xénophobie, antisémitisme, haine de la gauche et de la francmaçonnerie. La conspiration judéo-maçonnique-communiste consiste en l'addition ou la synthèse du judéo-bolchévisme et de la thèse de la judéo-maçonnerie. Ces thèses sont surtout popularisées dès la révolution d'octobre 1917 par des Russes blancs. On la retrouve également dans l'Espagne franquiste. Dès l'été 1940, le gouvernement de Vichy diabolise la « monstrueuse alliance du communisme moscoutaire, du radicalisme maçonnique et de la finance juive » qui a « précipité la France dans une guerre idéologique après l'avoir affaiblie ». Ici, on a un juif étranger, accusé d’avoir eue des mœurs corrompue, qui semble être défendue par un état profond et dont les ficelles sont tirés par les Francs-Maçons (c’est-à-dire les Républicains) et qui profitent à des parlementaires de gauche, donc nécessairement des bolchéviques. « il faut établir la preuve aux yeux de l’opinion que l’affaire S n’est que la parti visible d’un système de corruption, lui-même nourri par la République parlementaire. « Au bout du compte c’est la gueuse qu’on abattra ». Chautemps, symbole de la méritocratie républicaine et dignitaire du Grand Orient et le symbole de tous ce que les maurrassiens détestent. « Le scandale Stavisky s’aggrave d’heure en heure. Le ministère de pourriture tombe en lambeaux. Le régime maçonnique couvert de bout fait la preuve de son incapacité à se débabourbiller. Il conserve ses canailles même démasquées ».

On a donc vu que l’Affaire Stravisky s’inscrivait dans un contexte de crise dans lequel certains ressorts politiques comme la xénophobie, l’antisémitisme, et l’antiparlementarisme transformer une petite affaires d’escroquerie en drame national. La convergence de toutes ses tensions politiques se cristallise dans la Manifestation du 6 février dont l’Affaire Stravisky en est une conséquence directe. C’est ce que nous allons voir dans un Second temps.

**Comment la gauche réagit-elle ?**

La droite nationaliste connaît une sorte d’union dans l’affaire Stravisky. Malgré leurs divergences, ces groupes s’unissent sur 2 points : le rejet du gouvernement qu’il considère comme corrompu et la haine de Stravisky et de ce qu’il représente : un escroc certes, mais surtout un juif donc apatride d’origine ukrainienne donc bolchévique. On assiste à un rapprochement de plusieurs groupes de droite nationaliste au début de l’année 1934. Et la stratégie de guérilla urbaine se développe de plus en plus. Au total, l’extrême droite sera descendue dix fois dans les rues parisiennes, entre le 9 janvier et le 28 janvier. On note pourtant une évolution puisque d’autres gropes renforcent de plus en plus volontiers les rangs des contestataires : la Solidarité française, les Jeunesses patriotes et la Ligue des contribuables, essentiellement composée de petits commerçants, elle est très liée au mouvement de Maurras. Les Croix de Feu, malgré des manifestations qui ne dépassent pas les 2 ou 3000, créent une incroyable agitation débordant la police et montrant une grande efficacité dans l’action et déployant une brutalité qui étonne et qui inquiète. L’élément qui fait passer ses manifestations/émeutes de simple contestations de groupuscules à une sorte de contestation de masse, c’est l’arrivée de l’Union Nationale des Combattants (900 000 membres) dans la contestation du gouvernement. L’UNC s’apprête à défiler le 4 février (en fait ce sera le 6) et justifie cette manifestation par son « dégoût » et son « écoeurement des scandales qui éclosent (référence à l’affaire Stavisky) chaque jour dans les sentines du demi-monde politico financier ». Ajoutons à cela, l’arrivée imprévue de l’ARAC, le groupement des anciens combattants proche du parti communiste dans cette contestation. Sous prétexte de dénoncer la mesure de Daladier de baisser les pensions des anciens poilus, mais aussi les hommes de droite complice de Stavisky, l’ARAC va se rendre à la manifestation du 6 février et certains de ses membres vont se retrouver dans le cortège menant à la Chambre.

Toutes ces convergences atteignent leur apothéose le 6 février 1934, qui est une manifestation antiparlementaire est organisée à Paris devant la Chambre des députés. La manifestation prends donc des allures tentaculaires avec des groupes de droite, des associations d'anciens combattants et des ligues d'extrême droite qui s’accordent tous pour protester contre le limogeage du préfet de police Jean Chiappe à la suite de l'affaire Stavisky. Ainsi, Les étudiants de l'Action française et les Camelots du roi scandent : « À bas Chautemps ! À bas les voleurs ! Stavisky au Panthéon ! ». La manifestation tourne à l'émeute sur la place de la Concorde, faisant 14 victimes civiles, 1 mort chez les forces de l'ordre et plus de 1 000 blessés le soir-même. 2 autres victimes civiles décèdent des suites immédiates de leurs blessures quelques jours plus tard et 4 autres des conséquences de leurs blessures portant ainsi à 19 le nombre total de morts du 6 février 1934. La crise du 6 février 1934 est une des manifestations les plus sanglantes de la Troisième République, depuis la fusillade de Fourmies en 1891. Après cela De nouvelles manifestations violentes prenant appui du même prétexte— avec de nouvelles victimes du côté des manifestants — se produisent les 7, 9 et 12 février . Le bilan de la répression policière s'élève à 30 morts sur l'ensemble de ces manifestations. La crise provoque dès le lendemain la chute du second gouvernement Daladier et avec lui la chute d’un gouvernement exclusivement de gauche jusqu’au Front Populaire.

Suite à la chute de Daladier, une forme de gouvernement d’union nationale se met en place pour trouver un débouché politique à l’urgence de la crise qu’à ouvert l’affaire Stravisky ALORS que c’est une affaire banal. C’est Gaston Doumergue, centriste d’expérience qui prend la tête du gouvernement à la suite de Daladier le 7 février 1934. La situation se calme mais c’est un apaisement qui est trompeur. L’opinion demeure toujours méfiante à l’égard du personnel politique. L’actualité de 1934 est encore occupé par les conséquences du scandale Stavisky, d’abord relancée par la disparition trouble du conseiller Prince retrouvé mort sur la voie de chemin de fer. Or Prince avait dirigé la section financière du parquet de la Seine à l’époque de Stavisky. L’idée d’un crime est véhiculé par la presse de droite et de nouvelles manifestations et cris d’orfraie de la presse de droite sur l’Affaire Stravisky ont lieu. Ainsi, le garde des Sceaux, Henry Chéron, qui avait imprudemment clamé à son arrivé place Vendôme que toute la lumière serait bientôt faite, est moqué par la presse et est obligé de démissionner. Même après le 6 février 34, l’Affaire Stravisky a encore des conséquences politiques. Certes, le 6 février constituait l’acmé de ces tensions, et les contestations suivantes seront plus timides ou au moins seront moins violentes. A cet égard, certains quotidiens ou hebdomadaires ultras disparaissent. Cependant, les relents politique (antisémitisme, xénophobie, antiparlementarisme) qui se sont révélés de manière flagrante et violente suite à l’affaire Stravisky ne disparaissent pas suite à l’arrivée de Doumergue.

Les velléités politiques de la droite et l’extrême droite qui ont éclaté le **6 février 1936 ?????,** se contienne d’abord avant de ressurgir durant les législatives en 1936, où Le front populaire va être assimilé aux alliés de Stravisky dans tous les sens du terme (proche par la corruption, par la juiverie, par la françmaçonnerie) : « électeurs souvenez-vous. En 1924, le Cartel avait promis la prospérité et ce fut la livre à 240 francs et la panique. En 1932, le Cartel avait promis l’ordre et l’honnêteté et ce fut l’affaire Stravisky. En 1936, le Front populaire promet la paix et la liberté et ce sera la guerre civile et la tyrannie rouge, si vous votez pour lui » et surtout il vont éclater avec le Régime de Vichy, c’est ce que nous allons voir dans un dernier temps.

C’est une affaire qui va être repris par la presse collabo. A Paris, l’opération est menée tambour battant par un spécialiste, l’ambassadeur d’Allemagne Otto Abetz, devenu le maître de la nouvelle classe politique. Il inspire et paie l’hebdomadaire antisémite Au pilori lancé dans les premiers mois de l’Occupation. En octobre 1940, on promulgue le statut des juifs. Le 22 novembre, Au pilori entame la publication de sa grande enquête : « Dans l’égout du passé : Stavisky inconnu. » Elle est ainsi annoncée : « Si aujourd’hui nous proposons à la méditation de nos lecteurs l’affaire Stavisky toujours proche et d’actualité, c’est que nous possédons bien à l’abri un formidable dossier secret constitué jour après jour sur cette immense entreprise judéo-maçonnique. Les circonstances permettent de le publier. Nous le faisons sans aucune crainte de démenti.  ». Semaine après semaine, et jusqu’en avril  1942, Au pilori fait visiter à son public l’affaire Stavisky. L’hebdomadaire découpe un ouvrage déjà publié en 1936 par un ami de la famille Prince, le journaliste Albert Détrez, sous le titre l’Affaire Stavisky. Jeannenay explique que  « Pendant que l’hebdomadaire poursuit son «  enquête  », la situation des juifs s’aggrave en zone occupée. On les oblige à se déclarer, on aryanise leurs biens, on commence à les arrêter. C’est donc une affaire utilisée par l’Occupant nazie.

Le régime de Vichy utilise l’affaire Stavisky pour justifier ses mesures. Dès la fondation du nouveau régime, le gouvernement affiche son souhait de la dissolution des sociétés secrètes, pour supprimer l’influence supposée de la maçonnerie. Philippe Henriot, ancien membre de la commission d’enquête sur l’affaire Stavisky et qui devient le maître d’œuvre de la propagande de Vichy, en guise de justification de mesures antisémites et antimaçonnique, rappelle dans ses causeries radiophoniques, qui ont un immense succès, le mal fait au pays au temps de Stavisky. Une revue placée sous le patronage du chef de l’État, Documents maçonniques, se donne pour mission de faire connaître aux Français le réseau d’influences qui avait permis à des escrocs d’origine étrangère de s’enrichir aux dépens des Français. Dans cette revue, on retrouve l’Affaire Stavisky. Jusqu’à la fin de l’Occupation, une propagande obstinée présente comme une vérité reçue l’interprétation la plus réactionnaire des événements de 1933-1934, les associant systématiquement à ceux de 1943-1944. Ce ressassement est délibéré. Il faut que les Français soient rendus indifférents au sort des proscrits. Aussi n’est-ce pas par hasard que l’on fait de Stavisky le symbole de la corruption juive, que l’on évoque la République de Stavisky, que l’on demande aux attentistes ou aux pétainistes déçus s’ils veulent revoir le temps des combines.

L’affaire Stravisky comme élément culturelle durant l’Occupation. Pour justifier la ségrégation et préparer la suite, la Propagandastaffel, prétendant répondre à la curiosité des Parisiens, organise en 1941, au Palais Berlitz, l’exposition « Le juif et la France ». Le clou de la cérémonie : un tableau synthétique de l’affaire Stavisky devenue le symbole d’une époque heureusement révolue. L’exposition présentée de septembre 1941 à janvier 1942, se déplace en province, à Rouen puis à Bordeaux ; elle est complétée par un tableau consacré aux mystères dévoilés de la maçonnerie. A la même époque, un livre de Paul Lombard « Puissance des Ténèbres » connait un certain succès. Un film, Forces occultes s’inspirant de l’affaire stravisky, tourné rue Cadet au siège du Grand Orient, fait entrer les Français dans les lieux mêmes où quelques hommes, en grand secret, auraient décidé du destin de tous. Toutefois, ce vieux film perd peu à peu de son attrait. En 1940, l’exploration des mystères du passé avait pu attirer des curieux. En 1943, les Français ne songent plus qu’aux misères du présent.

Libérée, la France oublie peu à peu l’affaire Stavisky. On a repris goût à la démocratie, et l’antiparlementarisme, l’antisémitisme et la haine de la franç-maçonnerie sont directement associé avec la barbarie nazie. Le scandale de 1934 s’éloigne, la légende noire s’écaille. Reste dans la mémoire collective un film sorti en 1974 avec Jean Paul Belmondo en tête d’affiche. L’aventure de Stavisky offre à Alain Resnais la matière d’un film de divertissement, dont tout caractère politique est évidé. L’affaire Stavisky a cessé de nuire.

Source :

Serge Berstein, *Le 6 Février 1934*, coll. « Archives », 1975

Jean-Noël Jeanneney, *Leçon d'histoire pour la gauche au pouvoir*, Paris, Éd. du Seuil, 1977

Wikipedia, Affaire Stavisky (<https://fr.wikipedia.org/wiki/Affaire_Stavisky>) **Référence inutile**